

son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article **L. 8222-2**, dans les conditions fixées à l'article **L. 8222-3**.

L. 8222-7

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application des dispositions du présent chapitre.

service-public.fr

- > Comment obtenir une attestation de vigilance ? : Obligations et solidarité financière des donneurs d'ordre et des maîtres d'ouvrage
- > Que risque une entreprise en cas de travail illégal ? : Solidarité financière des donneurs d'ordre et des maîtres d'ouvrage
- > Externaliser certaines activités de son entreprise : Obligation de vigilance de l'entreprise

Chapitre III : Droits des salariés et actions en justice.

Section 1 : Droits des salariés.

L. 8223-1

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de rupture de la relation de travail, le salarié auquel un employeur a eu recours dans les conditions de l'article **L. 8221-3** ou en commettant les faits prévus à l'article **L. 8221-5** a droit à une indemnité forfaitaire égale à six mois de salaire.

service-public.fr

- > Salarié sans papier : quelles règles pour la rupture du contrat de travail ? : Indemnité forfaitaire égale à 6 mois de salaire en cas de travail dissimulé

L. 8223-1-1

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 113 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sans préjudice du chapitre Ier du présent titre et des articles **L. 8113-7** et **L. 8271-8** du présent code, lorsque l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1** du présent code constate qu'un stagiaire occupe un poste de travail en méconnaissance des articles **L. 124-7** et **L. 124-8** du code de l'éducation ou que l'organisme d'accueil ne respecte pas les articles **L. 124-13** et **L. 124-14** du même code, il en informe le stagiaire, l'établissement d'enseignement dont il relève, ainsi que les institutions représentatives du personnel de l'organisme d'accueil, dans des conditions fixées par décret.

L. 8223-2

Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié obtient des agents de contrôle mentionnés à l'article **L. 8271-7**, dans des conditions définies par décret, les informations relatives à l'accomplissement par son employeur de la déclaration préalable à l'embauche le concernant.

Lorsque cette formalité n'est pas accomplie par l'employeur, ces agents sont habilités à communiquer au salarié les informations relatives à son inscription sur le registre unique du personnel.

service-public.fr